

**Nations unies - Famine et conflits  
armés - Intervention du  
représentant permanent de la  
France auprès des Nations unies,  
président du conseil de sécurité -  
Conseil de sécurité  
(New York, 12 octobre 2017)**

Permettez-moi tout d'abord de remercier le secrétaire général des Nations unies pour avoir été le premier à nous alerter en février dernier sur la situation humanitaire dramatique de près de 20 millions de personnes en Afrique et au Yémen, au bord de la famine.

La mobilisation du secrétaire général a été essentielle pour susciter l'action rapide de la communauté internationale, qui a permis de contenir la crise et d'éviter le déclenchement de famines massives dans les pays concernés.

Le lien entre paix et sécurité internationales, d'une part, et famine, d'autre part, est à la fois avéré et documenté. La situation humanitaire du Soudan du Sud, du Nord-est du Nigeria, du Yémen et de la Somalie choque la conscience collective et l'illustre tristement : 60% des personnes affectées par l'insécurité alimentaire le sont dans des zones de conflit.

C'est dire combien c'est bien la responsabilité du conseil de sécurité de continuer à se saisir activement de ce sujet. C'est la raison pour laquelle la France a pris l'initiative en organisant en juin dernier, pour la première fois, une réunion en format Arria sur cette question du lien entre la famine et les conflits, avec la Banque mondiale dont l'engagement doit être salué. De nombreux États membres du conseil nous ont rejoints dans cette initiative. Nous avons ensuite, avec la Suède et le Royaume-Uni, élaboré ensemble une déclaration présidentielle du conseil, qui a été adoptée à l'été dernier.

Je suis particulièrement reconnaissant au secrétaire général de continuer à nous mobiliser, en nous rendant compte aujourd'hui de l'évolution de la situation.

De nombreux points ont été déjà soulignés par les intervenants précédents, je ne veux pas revenir sur les éléments importants qu'ils ont évoqués. Je m'en tiendrai pour ma part à cinq enseignements principaux en forme d'exigences :

- Le premier enseignement est que la malnutrition, conséquence de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire et d'un développement insuffisant, fragilise les populations les plus vulnérables et aggrave encore l'ampleur de ces tragédies. Les situations d'insécurité alimentaire chronique créent un terreau favorable au déclenchement de famines lorsque des situations de crise surviennent. La conclusion opérationnelle, c'est que le combat contre l'insécurité alimentaire

doit aussi être une priorité pour nous tous.

- Le deuxième enseignement est qu'il n'aurait pas été possible de faire face à l'ampleur des besoins sans une réponse forte, coordonnée, rapide, de la communauté internationale. Soyons lucides, autant que vigilants, nous ne sommes pas au bout du chemin, loin de là. Nous devons poursuivre et accentuer notre mobilisation, sur le terrain du financement de l'aide alimentaire et de l'aide humanitaire en particulier.

- Le troisième enseignement c'est que sans accès humanitaire sécurisé, complet et sans entrave, nos efforts pour éradiquer la famine dans les zones de conflits seraient vains. Les entraves à l'accès humanitaire, les attaques à l'encontre des personnels humanitaires, le fait que la faim soit encore trop souvent utilisée comme une arme de guerre, doivent être rapportés, documentés, et condamnés avec la plus grande fermeté. Je rappelle que ces actions peuvent constituer des crimes de guerres au regard du droit international et doivent être poursuivies comme telles en justice. La pratique moyenâgeuse des sièges pour affamer des villes entières, comme on l'a vu en Syrie, constituent la forme extrême de ces pratiques barbares. Ce conseil doit donc redoubler d'efforts sur ces questions et y apporter des réponses concrètes.

- Le quatrième enseignement, c'est que ces famines sont dans une large mesure des catastrophes humanitaires créées par l'homme. Seules des solutions politiques permettront dans ce contexte de soulager durablement les populations. C'est donc à ce conseil qu'il appartient de trouver les solutions politiques pérennes aux conflits qui aggravent l'insécurité alimentaire des populations.

- Enfin, le cinquième enseignement c'est la justesse de notre conception commune du continuum. Prévenir et lutter contre les famines, c'est à la fois une exigence de diplomatie préventive et une illustration du fait que les Nations unies, pour être efficaces et produire des résultats sur le terrain, doivent avancer sur les deux jambes : celle de la paix et celle du développement, en y incluant la dimension humanitaire.

La présence du secrétaire général des Nations unies parmi nous aujourd'hui a un effet mobilisateur indéniable et c'est pourquoi je souhaite joindre ma voix à l'appel de la Suède et de plusieurs États membres pour que le secrétaire général revienne devant ce conseil sur ce sujet. Le conseil de sécurité doit rester mobilisé et la France continuera de prendre toute sa part à cette mobilisation./.